

1. IDENTITÉ DE L'ÉLECTEUR

Nom de famille ⁽¹⁾ : _____
Nom d'usage : _____
Prénom(s) ⁽²⁾ : _____
Sexe : Masculin Féminin
Né(e) le : | | | | | | | | | | Pays de naissance : _____
Département ou collectivité de naissance : _____
Commune de naissance : _____
Commune ou consulat d'inscription sur les listes électorales ⁽³⁾ : _____
Numéro de carte nationale d'identité ou de passeport ⁽⁴⁾ : _____
Date de délivrance de la carte nationale d'identité ou du passeport : | | | | | | | | | |
Département, collectivité ou consulat de délivrance de la carte nationale d'identité
ou du passeport ⁽⁵⁾ : _____
Courriel : _____
À défaut, adresse postale : _____

2. PROPOSITION DE LOI SOUTENUE

Intitulé de la proposition de loi soutenue : **Proposition de loi visant à affirmer le caractère de
service public national de l'exploitation des aéroports de Paris 2019-572**

Je reconnais avoir été informé (e) :

- I. qu'en application de l'article 5 de la loi organique n° 2013-1114 du 6 décembre 2013 portant application de l'article 11 de la Constitution, un soutien régulièrement déposé ne peut être retiré ;
- II. que les données et informations saisies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement automatisé conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 et que les droits d'accès (art. 15 du RGPD) et de rectification (art. 16 du RGPD) de ces données s'exercent auprès du Ministère de l'Intérieur. Les droits d'opposition (art. 21 du RGPD) et d'effacement (art. 17 du RGPD) ne s'appliquent pas à ce traitement ;
- III. qu'en application de l'article 4 du décret n° 2014-1488 du 11 décembre 2014, la liste des électeurs soutenant une proposition de loi est accessible par ordre alphabétique des noms des électeurs sur le site <https://www.referenduminterieur.gouv.fr/> à compter du début de la période de recueil des soutiens et jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois suivant la publication au Journal officiel de la décision du Conseil constitutionnel déclarant si la proposition de loi a obtenu le soutien d'au moins un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales. Cette liste, accessible aux seules fins de consultation, précise pour chaque électeur soutenant la proposition de loi son nom, son ou ses prénoms et sa commune d'inscription sur les listes électorales. Pour les personnes inscrites sur les listes électorales consulaires, elle précise seulement leur nom, leur(s) prénom(s) et la mention « à l'étranger » ;
- IV. qu'en application de l'article 45-4 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel, tout électeur peut déposer une réclamation ou un recours sur le site internet <https://www.referenduminterieur.gouv.fr/>.

Fait à _____

Devant : _____

Le | | | | | | | | | |

Heure : | | | | h | | | |

L'ÉLECTEUR :
(signature de l'électeur)

L'AUTORITÉ :
(signature et cachet
de l'autorité ayant
recueilli le soutien)

RÉCÉPISSÉ À REMETTRE À L'ÉLECTEUR

Nom de famille : _____

Nom d'usage : _____

Prénom(s) : _____

A déclaré soutenir la proposition : **Proposition de loi visant à affirmer le caractère de
service public national de l'exploitation des aéroports de Paris 2019-572**

Fait à _____

Devant : _____

Le | | | | | | | | | |

Heure : | | | | h | | | |

Signature et cachet de l'autorité
ayant recueilli le soutien :

(1) Nom figurant sur l'acte de naissance.

(2) Tous les prénoms de l'acte de naissance doivent être mentionnés, séparés par des espaces.

(3) Dans le cas des électeurs inscrits dans un consulat, préciser la commune et l'État dans lesquels est situé le consulat.

(4) Rayer le titre d'identité dont le numéro n'est pas mentionné. Les mentions relatives à la carte nationale d'identité ou au passeport sont applicables exclusivement aux électeurs disposant d'une carte nationale d'identité ou d'un passeport. Les électeurs n'en disposant pas présentent à l'agent, en vue d'être identifiés directement au guichet, l'un des autres titres figurant sur la liste mentionnée à l'article R. 60 du code électoral (article 3 du décret n° 2014-1488 du 11 décembre 2014).

(5) Dans le cas des électeurs ayant reçu leur carte nationale d'identité ou leur passeport dans un consulat, préciser la commune et l'État dans lesquels est situé le consulat.